

Algérie-OTAN

M. Jean Fournet, secrétaire général adjoint de l'OTAN à *El Moudjahid*

Une coopération qui se porte bien

Le secrétaire général adjoint de l'OTAN, chargé de la diplomatie publique, M. Jean Fournet a, dans le cadre de l'entretien accordé à *El Moudjahid*, en exclusivité, retracé les contours d'une coopération et d'un partenariat OTAN-Algérie qui se porte bien.

Participant à la journée d'étude organisée par l'Institut des stratégies globales, au Hilton, sur le partenariat OTAN-pays méditerranéens, M. Jean Fournet a évoqué une Algérie qui est venue au dialogue plus tard que les autres, mais qui met les bouchées doubles. Sur des dossiers comme celui de la modernisation des armées, la mise à niveau des forces armées, le calendrier et l'agenda en matière de rencontres, le secrétaire général adjoint de l'OTAN a eu des réponses précises, laissant apparaître pour le compte de l'Alliance l'avantage d'une grande expérience à mettre au service d'un partenariat qui prend le relais, depuis Istanbul, d'un dialogue avec les pays méditerranéens, partenariat élargi aux pays du Golfe.

L'agenda avance bien dans le domaine politique et de la coopération pratique, relève M. Jean Fournet qui rappelle la nature profonde de l'Alliance qui est d'être une alliance politique et militaire.

Sur la lutte antiterroriste, le secrétaire général adjoint rappelle que l'OTAN n'a pas vocation pour être le gendarme du monde. Il s'agit d'une organisation intergouvernementale de sécurité qui développe des partenariats avec différents pays et notamment les pays méditerranéens. L'OTAN n'est pas non plus à vocation universelle, mais chargée des problèmes de sécurité dans un cadre transatlantique. Ce que le secrétaire général adjoint de l'OTAN, a voulu démontrer, c'est que l'Alliance ne souhaite rien imposer et que l'offre de coopération proposée ne pouvait qu'être le fruit de la concertation. Cela concerne même les pays alliés, est-il souligné.

L'OTAN apprécie beaucoup le rôle très actif de l'Algérie dans le dialogue, relève aussi le représentant de l'Alliance dans le cadre de cet entretien.

● *L'opération "Active Endeavour", destinée au contrôle du trafic maritime en Méditerranée est un exemple édifiant en matière de coopération, d'ailleurs élargie aux pays méditerranéens.*

Le dialogue avance bien avec Alger. Qu'allez-vous faire pour qu'il se renforce davantage ?

D'abord je voudrais citer les objectifs de l'offre d'un dialogue méditerranéen évoluant vers un véritable partenariat décidé au sommet d'Istanbul : renforcer le dialogue politique actuel ; réaliser l'interopérabilité ; poursuivre la réforme de la défense ; contribuer à la lutte contre le terrorisme.

Ces objectifs pourront être atteints grâce à un renforcement de la coopération dans des domaines prioritaires comme par exemple, la coopération entre les militaires afin d'assurer l'interopérabilité, et par les entraînements et une participation active aux exercices conjoints.

L'échange d'informations et le partage de renseignements sur la lutte antiterroriste doivent se poursuivre et se renforcer, ainsi que la coopération maritime, y compris dans le cadre de l'opération "Active Endeavour", et ainsi que la contribution aux activités de l'Alliance portant sur les menaces que constituent les armes de destruction massive et leurs vecteurs.

L'OTAN peut également apporter une valeur ajoutée en ce qui concerne la sécurité aux frontières dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les trafics d'armes légères, etc...

La coopération sur les plans civils d'urgence et la recherche scientifique civile liée aux problèmes de la sécurité, (détection à distance des explosifs par exemple), sont des créneaux particulièrement porteurs. On pense aussi à la sécurité environnementale : désertification, problème de l'eau, les séismes qui peuvent paraître loin des problèmes de sécurité, mais ceci n'est en fait



Ph. A. Hamadi

qu'une apparence tant ils peuvent contribuer à déstabiliser des populations et des pays. Tout cela ne rend que plus nécessaire la nécessité de travailler ensemble pour trouver, dans la concertation et le dialogue, les solutions idoines. L'Algérie accorde un intérêt tout particulier à ce type de coopération qu'il faut encourager.

Réforme de la défense, mise à niveau des forces armées, entraînement et manœuvres en commun, échange et partage de renseignements. Il s'agit d'un agenda qui a été rappelé par le secrétaire général de l'OTAN, lors de sa visite historique à Alger.

Peut-on savoir où vous êtes dans la mise en œuvre de cet agenda ?

L'OTAN a fait une offre de coopération qui est destinée à mettre à disposition des pays méditerranéens, l'expérience de l'Alliance pour la modernisation de leurs forces armées.

L'OTAN a en effet une grande expérience dans le domaine, qui est évaluée périodiquement par les pays membres et notamment à l'occasion de la réunion annuelle de ses ministres de la Défense.

L'agenda avance très bien dans le domaine politique et de la coopération pratique. Les relations de militaires à militaires sont fréquentes et constructives ; outre les rencontres au niveau des experts il y a déjà eu deux réunions des chefs de la défense et une troisième est en préparation.

L'Algérie est un partenaire fort qui fait savoir clairement ses besoins, a affirmé le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap De Hoop Scheffer qui souligne aussi qu'il est tenu comp-

te dans les réponses que propose l'Alliance, des spécificités propres à chaque pays. En quoi, la demande algérienne diffère-t-elle de celle des autres pays parties au dialogue ?

Un des principes sur lequel repose la coopération de l'OTAN avec les pays du Dialogue méditerranéen est celui de l'implication conjointe. Ceci prend en considération les intérêts mutuels de l'OTAN et des pays de la région ainsi que leurs diversités et besoins spécifiques.

En outre le principe de l'auto-différentiation permet une approche « sur mesure » aux besoins spécifiques de chacun de nos pays partenaires dans la région méditerranéenne.

L'OTAN ne souhaite rien imposer à nos partenaires dans la région. C'est le pays qui prend part au dialogue qui décide des conditions de sa participation.

L'OTAN apprécie beaucoup le rôle très actif de l'Algérie dans le dialogue. Votre pays a formulé des propositions à l'organisation correspondant à ses besoins. Nous sommes désormais dans une phase concrète d'établissement en commun de programmes de coopération individuels.

La lutte antiterroriste est une grande priorité dans l'agenda de la coopération OTAN-pays méditerranéens. Peut-on évaluer les résultats de cette lutte. L'OTAN a-t-elle vocation à devenir une coalition mondiale contre un terrorisme devenu lui-même planétaire ?

C'est une question fréquente. L'OTAN n'a pas vocation à devenir gendarme du monde. C'est une organisation intergouvernementale de sécurité qui développe des partenariats avec différents pays, et notamment les pays méditerranéens.

L'OTAN n'a pas non plus une vocation universelle. Elle a une spécificité, celle d'être en charge de problèmes de sécurité dans un cadre transatlantique.

On évoque l'évolution de l'Alliance pour affirmer qu'elle va dans le sens d'une organisation politico-militaire. Comment définir ce rôle et quels sont les objectifs que s'assigne l'OTAN dans le domaine politique ?

L'Alliance est une alliance politique et militaire par nature. Les décisions sont prises par les pays membres dans le conseil de l'Atlantique Nord, au niveau des représentants permanents, comme au niveau des ministres des Affaires étrangères ou de la défense et à celui des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Aucune action militaire de l'OTAN ne peut-être entreprise si elle n'a pas l'accord par consensus des représentants politiques. Toutes les opérations de maintien de la paix (Bosnie, Kosovo, Afghanistan...) et les opérations à caractère humanitaire (Pakistan...) ont été décidées par les autorités politiques de l'Alliance.

Pendant la guerre froide l'OTAN était plus connue pour sa dimension militaire mais les décisions étaient toujours prises par les représentants politiques des pays alliés.

Aujourd'hui l'OTAN reste la principale organisation de consultation et de décision politique pour les questions principales de sécurité de ses membres sur une base transatlantique, dans un contexte de sécurité internationale en constante évolution.

Entretien réalisé par Tahar Mohamed Al Anouar